

Épisode 1/4

EcoloObs • Les séries du « Nouvel Obs »

« Ici, je suis moins tentée par les cochonneries de tête de gondole » : dans cette épicerie, on peut être au RSA et manger bien

Reportage Dans le quartier populaire du Pont-de-Bois à Villeneuve-d'Ascq, l'association Vrac met à disposition d'une population à faibles moyens des denrées bio, locales et peu transformées... et les recettes qui vont avec.

Par Morgane Bertrand

Publié le 8 septembre 2025 à 7h00 , mis à jour le 8 septembre 2025 à 11h26

Lecture : 6 min. [Abonné](#)



Une fois par mois, l'épicerie éphémère du centre-ville de Villeneuve-d'Ascq accueille ses adhérents qui peuvent se fournir en produits bio et issus de circuits les plus courts possible. CLARA DE ANTONI POUR « LE NOUVEL OBS »

Les chaises pliantes et les tapis de yoga ont été remisés dans un coin de la salle, et les tables, disposées en U. Anne-Marie, 64 ans, infirmière à la retraite, s'active. Dispose des sacs en kraft remplis de noisettes, lentilles, sucre, riz ou abricots secs, des jus de fruit, du miel ou encore des œufs. Vérifie que les balances fonctionnent. Plus loin s'empilent des bidons de

lessive, d'huile d'olive et les miches de pain de campagne. Bienvenue dans l'épicerie éphémère installée dans le centre social du centre-ville de Villeneuve-d'Ascq (Nord, 62 000 habitants). A 14 heures, la bénévole accueillera les premiers arrivés, venus remplir leurs chariots de ces produits commandés quelques jours plus tôt en ligne ou à la permanence du centre. Elle aussi, d'ailleurs, récupérera des emplettes, contente de pouvoir bénéficier ici de produits bio, en majorité locaux, achetés en circuit court, bons et... vendus à tout petit prix.

« Cette épicerie me permet d'avoir accès à des produits bio moins chers, explique-t-elle. Mais je ne viens pas que pour ça : ici, tu sais à qui tu donnes tes sous, ce qui n'est pas le cas au supermarché. Et je suis moins tentée par les cochonneries de tête de gondole. » Trois ans qu'elle remplit ainsi ses placards.

Publicité

Ce petit manège se rejoue chaque mois depuis février 2022, à l'initiative de l'association Vers un Réseau d'Achat en Commun (Vrac). Née à Lyon en 2013 et devenue la pointe avancée de « *la démocratie alimentaire* », elle a multiplié ces trois dernières années les ouvertures d'épiceries – elles sont désormais présentes sur 23 territoires en France, dont 7 dans les Hauts-de-France, et comptent 10 300 foyers adhérents – « *l'équivalent de 31 000 personnes* », précise Loana Vincent, la directrice générale. Son but : créer les conditions de l'accès, pour les habitants des quartiers populaires, à une « *alimentation de qualité* ». A savoir « *des produits savoureux au goût, peu ou pas transformés et donc bénéfiques pour la santé, rémunérateurs pour l'agriculteur et avec un faible impact environnemental* ».

Jusqu'à 50 % sur le prix producteur

A Villeneuve d'Ascq, la moitié des références ont été achetées directement auprès des agriculteurs et des producteurs, et le reste, auprès de grossistes bio. Depuis

mars 2024, le déploiement d'une tarification sociale, financée par le programme Mieux Manger Pour Tous mis en place par l'Etat, a fait gonfler les demandes d'adhésion : l'antenne comptait 93 foyers fin 2024 (près de 300 personnes) et a franchi la barre des 100 en 2025.



Derrière les tablées de denrées, les bénévoles font la pesée. CLARA DE ANTONI POUR « LE NOUVEL OBS »



Dans l'épicerie, les produits sont bio, en majorité locaux et achetés en circuit court. CLARA DE ANTONI POUR « LE NOUVEL OBS »

Fatiha, aide-soignante en arrêt en raison d'un cancer, fait partie des pionnières. Mère célibataire d'un fils étudiant en droit à la fac de Lille, elle vient faire le plein tous les mois. *« J'ai toujours été sensible au bio sans pouvoir en acheter... Je touchais avec les yeux ! Et maintenant, c'est beaucoup pour mon fils que j'en achète. J'ai à cœur de lui donner des choses plus saines. »* Avec ses 1 100 euros par mois, *« sans allocations »*, précise-t-elle, et ses 400 euros de loyer, elle bénéficie du *« tarif bleu »*, le plus avantageux : il permet aux familles en situation de précarité économique ou sociale (allocataires des minima sociaux, quotient familial inférieur à 400, etc., sur justificatifs) de bénéficier d'une réduction de 50 % sur le prix producteur. Un euro le kilo de pâtes fusillis semi-complètes et 4,75 euros le kilo d'amandes ! *« On pensait atteindre 20 % de tarif bleu en*

trois ans et on était déjà à 45 % au bout de huit mois ! raconte Sandrine Forzi, directrice de Vrac Hauts-de-France. On est aujourd'hui redescendu à 40 % pour maintenir notre équilibre financier, mais cela confirme que, quand les conditions sont réunies, toutes les catégories de population aspirent à une alimentation saine, choisie, respectueuse des producteurs et de l'environnement. »

Dit autrement, et comme l'a souligné un rapport paru en février de l'Institut du Développement durable et des Relations internationales (Iddri) sur la transition alimentaire : quand on peut, on veut – manger moins transformé, végétaliser nos assiettes, privilégier le bio et la biodiversité qui va avec, rémunérer correctement les agriculteurs... L'an dernier, Jérémi, 38 ans, père de deux enfants de 2 et 10 ans, a suivi sa mère, adhérente depuis deux ans, quand il s'est retrouvé au chômage. Content de pouvoir mettre des produits bio à moitié prix dans les assiettes de sa famille malgré ses problèmes de travail. Et parce qu'il a retrouvé un job en intérim dans une usine en Belgique, il sait qu'il passera au tarif jaune l'an prochain – comme sa mère, fonctionnaire territoriale à la retraite. Ce qui ne changera rien à son adhésion ! Il a pris le pli : « *Je faisais déjà attention à mon alimentation avant de venir, on consommait moins de soda, moins de viande... Mais ici, j'adore leurs jus bios ! Et je complète au Lidl et Auchan. »*



Le but principal de Vrac, «donner accès au plus grand nombre à une alimentation de qualité. CLARA DE ANTONI POUR « LE NOUVEL OBS »

Le tarif jaune est aussi subventionné, mais moins : il offre une réduction de 10 % par rapport au prix coûtant pour les habitants des quartiers prioritaires, locataires de logements sociaux, aux revenus modestes. Les fusillis passent à 1,80 euro et les amandes à 8,55 euros. Il concerne 46 % des adhérents à Villeneuve d'Ascq, quand le tarif rose – 10 % de plus que prix coûtant, 2,20 euros les fusillis, 10,45 les amandes – s'adresse, lui, à des personnes ne rencontrant pas de difficulté particulière. C'est 11 % des adhérents à Villeneuve-d'Ascq.

« Les gens s'échangent des recettes »

Dans ce fief de la famille Mulliez, qui abrite le siège d'Auchan et l'un des plus grands hypermarchés de France, ce mode de distribution est une sorte de pied de nez, qui vise précisément à corriger un système alimentaire inégalitaire. Pour les consommateurs d'abord : « *Deux personnes sur dix s'appuient sur l'aide alimentaire pour se nourrir dans les Hauts-de-France*, rappelle Sandrine Forzy, *et ce sont ces personnes pauvres qui sont les plus exposées au diabète.* » De fait, le diabète explose au niveau national (160 % de malades en plus en vingt ans) et les 10 % des personnes les plus pauvres ont 2,8 fois plus de risques d'en souffrir que les 10 % les plus riches... Vrac entend à la fois faire évoluer ce triste bilan, mais aussi répondre aux difficultés des producteurs, qui ne bénéficient qu'à la marge du système alimentaire actuel : selon l'Observatoire de la Formation des Prix et des Marges, sur 100 euros de consommation alimentaire, moins de 6,90 euros reviennent aux producteurs – le reste étant capté par les acteurs de la transformation et de la distribution. Pour cela, l'association les paye à un tarif fixé par eux. Enfin, en faisant la promotion d'une alimentation de proximité, moins chimique et moins carnée, l'association veut contribuer à lutter contre les émissions de gaz à effet de serre massives liées à notre façon de nous nourrir : notre système alimentaire représente 22 % de l'empreinte carbone de la France, selon le Haut Conseil pour le Climat.



Sandrine Forzy, directrice Vrac Hauts-de-France, le 17 juin 2025 à Villeneuve-d'Ascq. CLARA DE ANTONI POUR « LE NOUVEL OBS »

Ce dernier volet de l'action de Vrac, aussi crucial soit-il, n'est toutefois pas celui que promeut l'association auprès de ses adhérents, préférant souligner les vertus du brassage social, de la solidarité et de l'éducation populaire qui accompagnent son travail. « *Manger moins de viande est souhaitable, mais cela suppose de savoir cuisiner les légumineuses*, observe Elisabeth Nezami, chargée de la démocratie alimentaire chez Vrac Hauts-de-France. *Ici, les gens s'échangent des recettes, ce qui n'est pas le cas dans un supermarché.* » Cookies sarrasin choco-noisette, boulettes végétariennes à la sauce tomate... tout est consigné dans un classeur, sur une table à l'entrée du Centre social. Autour, on papote farines complètes, féveroles et amandes, avec un enthousiasme à faire pâlir Nestlé et Ferrero.

A lire aussi



Manger mieux tout en respectant vraiment la planète : voici les solutions

Abonné

Donner accès et donner envie : telles sont les stratégies de Vrac pour faire évoluer les habitudes alimentaires des Français. Exit les injonctions à manger mieux, dont la perception sociale est très négative. « *Aller dans les endroits où il y a un besoin au lieu d'attendre que les personnes changent d'elles-mêmes est une démarche très intéressante* », salue Charlie Brocard, sociologue et coauteur de l'étude de l'Iddri sur la transition alimentaire, qui encourage à faire évoluer les « *environnements alimentaires* » plutôt qu'à faire peser le changement sur la seule volonté des individus. Vrac est agréé à l'aide alimentaire mais se veut en réalité une alternative. « *Au lieu de distribuer aux gens des colis dont ils n'ont pas choisi le contenu, ou de leur dire ce qu'il faut ou ne faut pas manger, Vrac va vers eux et leur demande : "De quoi vous manquez ?"*. *On fait avec les personnes et les représentations qu'elles ont de ce qui est bon* », commente Charlie Brocard.

Seul bémol : « *La structure tient par l'argent public, c'est une limite du modèle. Les cotisations et le prix des denrées ne permettent pas de payer l'animation, la logistique...* », pointe le chercheur. Tout comme les projets de Sécurité

sociale alimentaire, actuellement expérimentés à Grenoble, Nantes ou Montpellier, et qui poursuivent les mêmes objectifs. En ces temps de disette budgétaire, et même si un mécène comme la fondation Carasso soutient Vrac, c'est une fragilité évidente. Après cinq années de très forte progression, l'association a ainsi décidé de faire une pause dans l'extension du réseau. Mais poursuit sa réflexion. Toucher les étudiants, à l'âge où on se nourrit de pizza et de tacos et où on a tout à apprendre de ses pairs en cuisine ? Investir les territoires ruraux ? Ces projets, déjà amorcés, pourraient constituer la suite de l'histoire de Vrac. Si on lui en donne les moyens.

Une série réalisée avec le soutien du Centre européen du Journalisme

« Quand on peut, on veut ! » : avec cette série de reportages, « le Nouvel Obs » a choisi de mettre le projecteur sur des initiatives locales, publiques et privées, qui donnent aux habitants les moyens de s'engager dans la transition écologique, sans avoir le sentiment de la subir ou de répondre à une injonction punitive. Ces reportages ont été réalisés grâce au soutien du Centre européen du Journalisme (EJC) et à son programme « Climate Solutions Journalism ».

Quand on peut, on veut

4 épisodes

Quand des initiatives locales permettent aux habitants de devenir acteurs de la transition écologique plutôt que de la subir comme une injonction punitive.

Par Morgane Bertrand